Election des représentants au Parlement européen - 18 juin 1989



Liste conduite par Marc Gauquelin

soutenue par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT)

VINGT MILLIONS DE CHOMEURS permanents dans les 12 pays de la CEE, 40 millions de personnes au-dessous du seuil de pauvreté. 3 millions de chômeurs en France... 250 000 suppressions d'emploi en neuf ans dans la sidérurgie européenne... 80 000 en dix ans dans les mines françaises... Une baisse du revenu agricole de 15 % en neuf ans.

Pendant ce temps-là, Renault annonce 8,9 milliards de bénéfices nets pour la seule année 1988 ; Thomson-CSF, 2,96 milliards ; Rhône-Poulenc, 3,5 milliards ; et les banques françaises, une hausse de plus de 10 % de leurs profits... **Le voilà en œuvre, l'Acte unique européen élaboré à Bruxelles.**

Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, les faits sont là.

L'école... Ils parlent de la lutte contre l'échec scolaire mais ils ferment des classes, ils suppriment des matières et des heures de cours sous prétexte d'économies... et ils votent 474 milliards pour l'armée, ils allouent des crédits croissants à l'enseignement privé confessionnel et patronal, liquidant la laïcité...

La Sécurité sociale... Les malades, les handicapés et les retraités coûteraient trop cher à la société pour ces messieurs les capitalistes... alors qu'ils s'autorisent à ne plus payer les charges sociales de tous ceux qu'ils emploient en travail précaire... Ils osent parler d'économies quand ils s'adjugent royalement 8 milliards de nouvelles exonérations d'impôt pour le capital !

Ils parlent d'égalité des droits... et ils décident d'expulser des milliers de travailleurs immigrés, et de condamner la jeunesse à la précarité des TUC.

Ils parlent d'égalité devant la loi et ils décident d'étendre l'impôt à tous les revenus, y compris au RMI. Cela pour compenser les pertes de rentrées fiscales provoquées par l'abaissement prévu de l'impôt sur le capital.

Ils parlent de la famille et ils exigent la levée de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes ainsi que la levée de l'interdiction du travail le dimanche ! Avec le Xe Plan, ils projettent même de supprimer l'âge de la retraite à 60 ans et son calcul sur la base des 10 meilleures années de travail !

L'AGRICULTURE... Ils parlent tous de surproduction, ils organisent quotas laitiers et arrachage des vignes, alors qu'ils reconnaissent officiellement que la sécurité alimentaire mondiale n'est pas assurée ! Ils parlent d'environnement à chaque « accident » connu. Mais comment peuvent-ils prétendre respecter et protéger l'environnement quand ils ne respectent pas ceux qui y vivent, quand ils déréglementent le travail et accélèrent la désertification industrielle et rurale.

Partout, ils ne laissent aux travailleurs qu'une seule issue : la grève générale, dans l'unité !

On nous dit : les licenciements, les restructurations sont inéluctables. Il faut s'y plier. Il ne resterait plus comme rôle aux syndicats qu'à en adapter l'exécution.

Regardons ce qui s'est passé en Allemagne. Des dirigeants syndicaux qui avaient signé dans la Ruhr des accords de reconversion-restructuration viennent de remettre en cause leur signature. Les travailleurs ne voulaient pas que leurs usines soient fermées, elles ne seront pas fermées.

Ce qui est possible en Allemagne est possible en France. **En Espagne, l'unité des travailleurs et des organisations a permis la grève générale.** C'est elle qui a contraint Felipe Gonzalez, président du Conseil des ministres européen, à retirer son projet de généralisation du travail précaire.

Le 1er juillet, c'est F. Mitterrand qui va prendre sa place à la présidence du Conseil des ministres européen. Ce que Felipe Gonzalez n'a pas pu faire, Mitterrand ne doit pas pouvoir le réussir...

Contre la politique de la CEE, nous proposons d'organiser des comités de soutien pour que des dizaines de milliers de travailleurs s'adressent ensemble à François Mitterrand pour lui dire :

« Nous ne voulons pas que se poursuive la déréglementation du travail. Nous exigeons avec nos camarades les travailleurs d'Espagne, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, du Portugal, avec leurs syndicats... **que soit interdit dans toute l'Europe le travail précaire.** »

NOUS déclarons : s'il n'y a pas de directive annonçant l'interdiction dans toute l'Europe de ce scandale que représente le travail précaire, tout le monde saura que c'est la responsabilité du président de la République qui est en cause. Voilà pourquoi nous organisons le 25 novembre une manifestation nationale à Paris pour l'interdiction du travail précaire. Pour ces élections, nous disons : aucune voix des travailleurs ne se portera sur les candidats officiels du capital, Giscard, Veil, Le Pen. Pour notre part, nous nous refusons à diviser les abstentionnistes ouvriers et populaires de ceux qui iront voter. Restons unis !

Préparons la manifestation nationale dans l'unité des travailleurs et des organisations contre le travail précaire

Adhérez aux comités de soutien !

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS **MPPT** 35, bd de Strasbourg 75010 Paris. Tél. : 48 24 07 57

Déclaration de Madrid

Déclaration adoptée par les participants à la conférence européenne qui s'est tenue à Madrid le 14 avril 1989 et intégrée à la profession de foi des 5 listes présentées en France, Allemagne, Belgique, Espagne et Portugal sous le sigle *« Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie »*, et sur une plateforme commune.

Nous soussignés, participant ou soutenant les listes *« Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie »* constituées sur mandat de la Conférence européenne de Berlin (1er et 2 octobre 1988), au nom des participants de 9 pays réunis à Madrid le 14 avril, nous estimons de notre devoir de donner ouvertement et clairement notre point de vue sur les élections européennes du 18 juin prochain, de dire comment nous jugeons la politique des gouvernements membres de la CEE et, ce qui est plus important, l'issue pour laquelle les masses populaires des villes et des campagnes peuvent et doivent s'engager pour, dans l'unité des travailleurs et des organisations, faire échec aux plans de la CEE.

Travailleurs, agriculteurs, jeunes,

Votre propre expérience de la vie confirme les « réalités » décidées par les douze gouvernements de toutes couleurs politiques associés dans la CEE sous la présidence aujourd'hui de Gonzalez, demain de Mitterrand, et par la commission permanente dirigée par J. Delors, lui aussi « socialiste » ; pour vous : suppressions d'emplois déguisées en plans de reconversion, flexibilité, attaques contre la protection sociale et les systèmes d'instruction publique, fiscalité aggravée pour les salariés, les petites entreprises et les petits paysans, mesures intolérables contre les travailleurs immigrés, pour nous exploiter plus encore, démantèlement des conventions collectives et des statuts garantissant les droits pour généraliser le travail précaire, gel des terres, quotas laitiers...

Voilà l'Europe de 92, qui d'ores et déjà est mise en place. Voilà « leur Europe sociale », l'Europe des grands capitalistes, des grands propriétaires fonciers, l'Europe de la spéculation.

•

Nous affirmons clairement : le Parlement européen et les douze gouvernements européens de toutes couleurs politiques, associés à la CEE et représentés à Bruxelles, n'ont de cesse de remettre en cause notre droit au travail, le droit aux études, l'avenir de la jeunesse. Les douze gouvernements ont décidé avec la CEE de remettre en question l'interdiction du travail de nuit des femmes, et d'imposer le travail le dimanche.

Nous affirmons clairement : le Parlement européen n'est qu'un simulacre de la représentation populaire, le Parlement européen n'est qu'un subterfuge mis en place par les gouvernements contre les travailleurs.

Nous disons : tout parti qui se réclame de la classe ouvrière et de la démocratie qui lie son sort à la CEE ne fera que lier son sort à la politique de contre-réformes dictées par le grand capital, qui vise à enchaîner toutes les organisations ouvrières, et plus particulièrement les syndicats, aux mesures dictées par le grand capital.

Encore un mot. Vous êtes en droit de poser la question : alors, pourquoi vous qui condamnez l'Europe du capital, présentez-vous des listes aux élections à un Parlement dont vous dites vous-mêmes qu'il est là pour multiplier obstacles, mensonges et duperies ?

Nous avons pesé cette objection, et après en avoir discuté, nous avons estimé devoir présenter des listes pour appeler les travailleurs et les jeunes à prendre en mains leur propre sort. La marche des récents événements met à l'ordre du jour la grève générale, unifiant les travailleurs et les organisations. La grève générale d'Espagne du 14 décembre a montré la voie : la mobilisation de toute la population laborieuse a réalisé l'unité des organisations, qui a contraint le gouvernement Gonzalez à retirer son projet de loi généralisant le travail précaire. C'est là un premier pas dans la voie d'une grève générale d'avertissement de 24 heures dans toute l'Europe dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

•

Nous présentons des listes pour, sous une forme à débattre dans chaque pays, constituer les plus larges comités de soutien dans les entreprises, les localités, qui comme en France, ont décidé d'organiser une manifestation nationale à Paris, contre le travail précaire.

Nous avons décidé de mener campagne pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, afin d'avancer vers la constitution de véritables gouvernements représentatifs des intérêts de la majorité, de gouvernements ouvriers et paysans, de l'Alliance des gouvernements ouvriers et paysans, qui pourront réaliser contre l'Europe des capitalistes et de la bureaucratie l'Europe des travailleurs et de la démocratie.

Une Europe où sera garanti le droit à l'autodétermination des peuples, une Europe solidaire avec les travailleurs du monde entier et les peuples opprimés par le FMI et la Banque mondiale.

● *Adoptée à Madrid, le 16 avril 1989*

José Miguel Villa, tête de liste, membre de l'UGT, militant du POSI (Etat espagnol), **Josep Serra i Estruch**, président de l'Alliance de la Démocratie et du Socialisme (Etat espagnol), **Silvino Gomez**, président dú Parti socialiste fédéral (Etat espagnol), **Juan Penalva**, président de la Gauche républicaine (Etat espagnol), **Wolfgang Kolditz**, délégué syndical de l'IG-Metall-Krupp-Rheinhausen, membre du SPD (Allemagne), **Werner Uhde**, rédacteur de *Sozialistische Arbeiterzeitung*, ISA (Allemagne), **Holger Lüttich**, porte-parole régional des lycéens de LEP (Allemagne), **Annegret Schüle**, étudiante, Regroupement pour une organisation indépendante de la jeunesse (Allemagne), **Marc Lambert**, candidat sur la liste (Belgique), **Marc Gauquelin**, tête de liste (France), **Yvon Rocton**, militant syndicaliste (France), **Daniel Gluckstein**, membre du bureau national du Mouvement pour un parti des travailleurs (France), **Martine Debat**, médecin (France), **Hossein Zahir**, syndicaliste étudiant, Université de LSE, membre de la Student Union (Grande-Bretagne), **Dimitris Koumas**, syndicaliste, Union pan-hellénique des agronomes-ingénieurs fonctionnaires d'Etat (Grèce), **Dimitris Asteriou**, éditeur du *Bulletin pour les questions du socialisme* (Grèce), **Hélène Asteriou**, traductrice, syndicaliste (Grèce), **Georges Adamidis**, notaire (Grèce), **Alberto Pian**, syndicaliste enseignant CGIL (Italie), **Carmelinda Pereira**, syndicaliste enseignante (Portugal), **Daniel Guateiro**, syndicaliste métallurgiste (Portugal), **Antonio Herranz**, syndicaliste hospitalier (Lausanne-Suisse).

Imprimerie Infotec 2 000 - Paris